

DES TERRITOIRES PERDUS DE LA REPUBLIQUE AUX TERRITOIRES PERDUS DE LA NATION

Figarovox/grand entretien [Alexandre Devecchio](#) 14/08/2015

En 2002, Georges Bensoussan a dirigé *Les territoires perdus de la République*. A l'occasion de la republication de ce livre controversé, il analyse le phénomène de déliquescence de la nation que des politiques, conscients mais impuissants, ne réussissent pas à endiguer

Georges Bensoussan est historien, spécialiste d'histoire culturelle de l'Europe des XIXe et XXe siècles, et en particulier des mondes juifs. Il a dirigé l'ouvrage Les Territoires perdus de la République (Mille et une nuits, 2002) rassemblant les témoignages d'enseignants et chefs d'établissements scolaires.

FIGARO. - La première édition des *Territoires perdus de la République* date de septembre 2002. Vous y dénonciez les maux qui rongent l'école, mais aussi la société française: la violence, l'islamisme, l'antisémitisme. A l'époque, le livre avait été accueilli par un long silence médiatique. Rétrospectivement, comment expliquez-vous cette omerta?

Georges BENSOUSSAN. - L'omerta fait partie des problèmes dénoncés dans le livre. Il y a peur de dire ce que l'on voit comme si dire le réel, c'était le faire exister. A l'époque, nous constatons que l'intégration d'une partie des populations de banlieues, progressivement reléguée dans des cités et frappée par le chômage de masse, était en panne. Après avoir fonctionné jusque dans les années 80, l'intégration s'est bloquée à la fin des années 90, ce que l'on constate aujourd'hui avec la hausse des unions endogames. Or, il semblait difficile en France de faire ce simple constat car on risquait d'être accusé de racisme, de stigmatiser et d'amalgamer des populations. C'est d'ailleurs l'accusation qui nous fut d'emblée imputée. Une culture d'une partie de la gauche dominante (à distinguer de la gauche antitotalitaire dans la lignée d'Orwell) nous a enfermés dans la frilosité. Il est devenu presque impossible de dénoncer certains périls sans être accusé d'appartenir au camp du mal. Pourtant, les sept auteurs de la première édition, tout comme les treize de la seconde, venaient tous, quasiment sans exception, des rangs de la gauche. Le silence médiatique autour de ce livre, puis sa stigmatisation, était révélateur d'un climat de terrorisme intellectuel qui n'a d'ailleurs rien de nouveau. Les réactions qui ont entouré *Les territoires perdus de la République* sont de même nature que celles qui ont entourées les débats politiques français des années 50-60, quand une pensée antitotalitaire était accusée de faire le jeu de la bourgeoisie. Pour s'en convaincre, il faut relire les joutes qui opposèrent Albert Camus, Raymond Aron ou Arthur Koestler à toute une partie de la gauche. Une gauche qui était à l'époque dominée culturellement par le Parti communiste. Nombre d'intellectuels se posaient moins la question de la vérité que celle de savoir de qui «on faisait le jeu». Aujourd'hui, certains intellectuels de gauche n'entendent pas, disent-ils, pas faire le jeu du FN, comme leurs aïeux autrefois, communistes ou proches du PC (les «compagnons de route»), ne voulaient pas faire le jeu du grand capital. Pour un intellectuel, une seule question devrait se poser: les faits sont-ils avérés ou non? Dans les années 1940 en Angleterre, Orwell avait été confronté au même problème. Bien que venant des rangs de la gauche travailliste, il se voyait

reprocher de faire le jeu des conservateurs anglais. Les blocages auxquels nous nous sommes heurtés avec ce livre sont les mêmes que ceux qui ont marqué le XXe siècle, c'est le débat entre totalitarisme et antitotalitarisme.

Vous écrivez que nous sommes passés des territoires perdus de la République aux territoires perdus de la nation ... Du 11 septembre 2002 aux attentats de janvier 2015, avons-nous perdu une décennie?

La République est d'abord une forme de régime. Elle ne désigne pas un ancrage culturel ou historique. La nation, elle, est l'adhésion à un ensemble de valeurs et rien d'autre. Ce n'est pas le sang, pas le sol, pas la race.

En 2002, nous étions encore habités par le mot «République», agité comme un talisman, comme un sésame salvateur. Or, la République est d'abord une forme de régime. Elle ne désigne pas un ancrage culturel ou historique. La nation, elle, est l'adhésion à un ensemble de valeurs et rien d'autre. Ce n'est pas le sang, pas le sol, pas la race. Peut être Français, quelle que soit sa couleur de peau ou sa religion, celui qui adhère au roman national selon la définition bien connue d'Ernest Renan: *«Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis.»* Nous avons un peu délaissé cette définition pour mettre en avant les valeurs de la République. Nous avons fait une erreur de diagnostic. Nous n'avions pas vu que la nation, et non seulement la République, était en train de se déliter. Une partie de la population française, née en France, souvent de parents eux-mêmes nés en France, a le sentiment de ne pas appartenir à celle-ci. Alors qu'ils sont français depuis deux générations pour beaucoup, certains adolescents dans les collèges et lycées, comme aussi certains adultes, n'hésitent plus à affirmer que la France n'est pas leur pays. Ajoutant: «Mon pays c'est l'Algérie...» (ou la Tunisie, etc...). Les incidents lors de la minute de silence pour les assassinés de Merah comme pour ceux de janvier 2015 furent extrêmement nombreux. On a cherché comme toujours à masquer, à minimiser, à ne pas nommer. Dans la longue histoire de l'immigration en France, cet échec à la 3^e génération est un fait historique inédit. Certains historiens de l'immigration font remarquer, à juste titre, qu'il y eut toujours des problèmes d'intégration, même avec l'immigration européenne. Mais pour la première fois dans l'Histoire nous assistons à un phénomène de désintégration, voire de désassimilation. C'est pourquoi, ce n'est pas la République seule qui est en cause, mais bien la nation française: notre ancrage historique, nos valeurs, notre langue, notre littérature et notre Histoire. Toute une partie de la jeunesse de notre pays se reconnaît de moins en moins dans notre culture. Elle lui devient un code culturel étranger, une langue morte et pas seulement pour des raisons sociales. Nous sommes en train d'assister en France à l'émergence de deux peuples au point que certains évoquent des germes de guerre civile. Dans le cadre de la préparation d'un nouvel ouvrage, j'ai été frappé en écoutant plusieurs de mes interlocuteurs de voir que l'expression «guerre civile», qui aurait fait ricaner il y a dix ans ou surpris il y a cinq ans, est aujourd'hui dans les bouches d'un grand nombre, tant d'élus de terrain, de policiers, de médecins hospitaliers (service des urgences par exemple) ou de banlieue. Le sentiment que deux

peuples sont en train de se former, côte à côte, et qui se regardent souvent avec hostilité, ce sentiment-là est aujourd'hui partagé par beaucoup.

Pourquoi, selon vous, personne n'est descendu dans la rue au moment de l'affaire Merah?

Les spécialistes du déni de réalité étaient convaincus que l'assassin était un néo-nazi, un Breivik à la française. Le fait que Mohammed Merah fût musulman en a gêné plus d'un. Ainsi, l'ennemi n'était pas le bon. Pour descendre dans la rue, il fallait qu'il soit conforme, breveté d'extrême droite et blanc.

En mai 1990, après la profanation du cimetière juif de Carpentras, des centaines de milliers de Français étaient descendus dans la rue, y compris le président de la République. En 2012, une génération plus tard, pour Ilan Halimi en 2006, en mémoire aux victimes de Merah en 2012, de Nemmouche en 2014, il n'y avait plus personne, sauf des juifs. La montée du communautarisme, du repli sur soi et de l'indifférence sont patents, signe d'un morcellement de la société française, d'un repli sur soi moins hédoniste que désespéré est en train de l'emporter qui multiplie les gestes et les mots du découragement: «on ne peut rien y faire», «ça ne changera jamais», «c'est trop tard», etc.... Mais aussi, hélas, et le fait n'est pas nouveau, le massif «ce n'est pas notre affaire». Cela posé, la raison essentielle de cette désaffection est peut être ailleurs: l'affaire Merah témoignait d'un antisémitisme qui ne venait pas d'où on l'attendait, l'extrême droite. De là un malaise général. Souvenons-nous de la période qui sépare les meurtres de la mort de Merah sous les balles du GIGN. Il s'est écoulé une semaine durant laquelle un grand nombre des bien-pensants de ce pays, et en particulier les spécialistes du déni de réalité, étaient convaincus que l'assassin était un néo-nazi, un Breivik à la française. Le fait que Mohammed Merah fût musulman en a gêné plus d'un. Ainsi, l'ennemi n'était pas le bon. Pour descendre dans la rue, il fallait qu'il soit conforme, breveté d'extrême droite et blanc. Une certaine instrumentalisation de l'histoire, mais pas cette histoire elle-même évidemment, a paralysé la réflexion politique. On n'a cessé de rejouer les années noires en télescopant les situations jusqu'à voir dans tout immigré clandestin un Juif du Val d'Hiv en 1942, comme s'il fallait racheter la mollesse et l'indifférence des aïeux. De surcroît, troublant était le fait que Merah était français, né en France... et qu'il était au collège au moment de la première édition des *Territoires perdus de la République*. Je veux dire par là que cela interroge l'Education nationale, et notamment cette idée un peu simple selon laquelle un bon enseignement de la Shoah (ce qui est le cas en France) suffirait à endiguer racisme et antisémitisme.

Aujourd'hui, les politiques et les médias ont-ils suffisamment ouvert les yeux?

Les élus de terrain, tant de droite que de gauche, sont conscients des réalités. Mais beaucoup ont peur de parler. *A fortiori* du côté des hommes politiques dont le courage n'est pas la qualité première à l'exception de quelques-uns. Comme s'ils craignaient, en parlant, de faire sauter un baril de poudre tant la situation leur paraît (et ici ils ont raison) dangereuse. La France est en effet l'un des pays d'Europe parmi les plus exposés au risque de conflits internes.

La peur d'être taxé de racisme joue son rôle dans la paralysie française. Et la désespérance

du plus grand nombre dont la parole est d'emblée invalidée au nom d'un antiracisme dévoyé. Cette crainte va jusqu'à reprendre un discours concocté par l'adversaire sans s'interroger sur la pertinence des «mots». Ainsi du mot «islamophobie», un terme particulièrement inepte en effet qui réintroduit en France la notion de blasphème. On peut s'opposer à la religion, qu'elle soit juive, catholique ou musulmane, sans être raciste. Le combat laïque c'est le refus qu'une religion quelle qu'elle soit prévale sur la loi civile. Ce combat difficile a finalement été gagné en France entre 1880 et 1905. Céder sur ce plan c'est détricoter deux siècles de Révolution française pour parler comme François Furet et plus d'un siècle d'une histoire de France qui a fait de la République non seulement un régime mais une culture. Il nous faut comprendre que le mot islamophobie, forgé par des associations musulmanes, crée à dessein de la confusion pour culpabiliser les tenants du combat républicain. Pour faire entendre, en bref, que ce seraient des racistes à peine dissimulés. En invoquant à contre-emploi le racisme et en usant d'un antiracisme défiguré (celui-là même qu'on a vu à Durban en 2001 où l'on entendait le cri de «One Jew, one bullet»), il s'agit de faire taire toute voix dissidente. En instrumentalisant l'histoire au passage, c'est ce que Leo Strauss appelait la *Reductio ad Hitlerum*.

L'un des premiers soucis de la classe médiatique et politique après les crimes de Merah et les attentats de janvier 2015 fut d'éviter les «amalgames». Comme si les premières victimes des violences étaient les Français d'origine maghrébine ou les musulmans. Près de soixante-dix ans plus tôt, en novembre 1945, après les terribles pogroms qui venaient d'ensanglanter la communauté juive de Tripoli en Libye (plus de quarante assassinats dans des conditions atroces), les dignitaires musulmans de la ville estimaient que les premières victimes étaient moins les juifs qu'eux-mêmes, car disaient-ils, ils risquaient d'être désormais «montrés du doigt». En revanche, il n'y eut pas condamnation publique de ces actes. Comme aujourd'hui. Quand en avril 2012 l'imam Chalghoumi organisa une manifestation de protestation contre les agissements de Merah, il ne réunit qu'une cinquantaine de personnes.

Vous faites référence au monde imaginé par Orwell dans son roman d'anticipation 1984. Notre système peut-il vraiment être qualifié de totalitaire?

Le XX^e siècle français, jusqu'à nos jours même, paie l'énorme saignée de la Grande Guerre. De ce désastre-là, la France ne s'est jamais remise. Elle avait gagné la guerre mais perdu ses hommes et à long terme son vouloir vivre national.

Nous ne sommes pas dans un système totalitaire, mais dans un système d'avachissement de la démocratie que Tocqueville avait annoncé. Cet avachissement est marqué par le triomphe de l'intérêt individuel et le désintérêt pour la chose publique. Dans le contexte historique particulier qui est celui de la France, cela se traduit par une pensée a-critique et frileuse, même si cette frilosité, voire cette lâcheté ne sont pas chose nouvelle. On n'en finirait pas de faire la généalogie du déclin de ce qui fut jadis la «Grande Nation». Nul doute qu'à cet égard le XX^e siècle français, jusqu'à nos jours même, paie l'énorme saignée de la Grande Guerre. De ce désastre-là, la France ne s'est jamais remise. Elle avait gagné la guerre mais perdu ses hommes et à long terme son vouloir vivre national. Toutes les campagnes françaises se font l'écho d'une tragédie qui naturellement appelait dans son sillage une immigration de peuplement qui, chaque jour plus nombreuse, a atteint un seuil tel que la

machine à intégrer s'est finalement enrayée. Un pays est capable d'intégrer des minorités par capillarité. C'est moins vrai quand il s'agit depuis 40 ans de flux démographiques de masse.

Vous reprochez à l'Etat et notamment à l'école d'avoir fait trop de concession aux revendications communautaires. Que pensez-vous du débat actuel sur les menus de substitution?

Il est posé de manière caricaturale car on voit bien la volonté de certains politiques de surfer sur la polémique. Il pose cependant une question de fond comme il est symptomatique aussi d'un danger qui guette la société française. Il faut rappeler d'abord que la cantine n'est pas obligatoire. Introduire les menus de substitution dans les écoles, c'est donner prise à des pratiques communautaires qui n'auront dès lors aucune raison de s'arrêter. Là est le risque, c'est ce premier pas qui permettra tous les autres et qui conduira à détricoter le tissu laïque et à nous engager sur un chemin contraire à celui qui depuis deux siècles a fait la nation française.

Le terreau des réalités que vous décrivez est-il social ou culturel?

Les deux. Les causes sociales sont une évidence. Mais celui qui y réduirait son analyse se condamnerait à ne rien entendre à la complexité de la situation comme l'a bien montré Hugues Lagrange. En banlieue, le taux de chômage des moins de 25 ans avoisine parfois les 40- 50%. L'arrivée d'une immigration de masse à partir de 1975, au moment où les Trente Glorieuses s'achevaient, est un premier jalon dans cette histoire. On peut d'ailleurs se demander pourquoi, sept ans seulement après Mai 1968, la bourgeoisie française a favorisé cette immigration de masse à laquelle le PCF s'opposait dès 1980, ce qu'on a souvent oublié. Pourquoi est-ce sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, l'homme du retour au pouvoir de la droite libérale non gaulliste, qu'a été mis en place le regroupement familial alors que les emplois se faisaient de plus en plus rares? Dès lors qu'il ne s'agissait plus d'une immigration de travail, mais d'immigration familiale progressivement reléguée dans des cités, l'intégration était compromise. Conjugué au chômage, à la pauvreté, au confinement géographique des mêmes cultures et des mêmes nationalités, le facteur culturel, dégradé en repli identitaire, ne pouvait que jouer sur fond de frustration et de ressentiment.

Un repli identitaire qui a d'abord concerné des populations jeunes et nombreuses, venues d'un monde musulman en expansion et qui, au même moment, trouvait son expression politique dans l'islamisme et non plus dans le nationalisme arabe qui avait échoué. Ajoutez à cela l'environnement médiatique, la télévision par câble, satellite et internet qui a favorisé la diffusion des thèses islamistes et d'un antisémitisme virulent qui viennent du Moyen-Orient. La conjonction de ces facteurs, démographiques, sociaux, culturels et médiatiques a divisé le pays. La réaction aux attentats de janvier 2015, loin de montrer une nation unie, a mis en lumière deux pays cote à cote mais qui ne font plus nation. Ce phénomène, je le redis, est nouveau dans la longue histoire de l'immigration en France. Pour certains, ce fossé pourra se combler demain. J'en suis moins convaincu, il semble que la situation ait atteint un seuil d'irréversibilité.

Le risque n'est-il pas de sombrer dans une forme d'essentialisation?

C'est effectivement le principal reproche qui nous est fait. Cependant, la culture est tout

sauf une essence. Ce qui est essence s'appelle «la race». Lorsqu'on est né dans un groupe ethnique, on n'en sort pas. On restera toujours ethniquement parlant Juif du Maroc ou Sénégalais peul. En revanche, la culture s'acquiert. Elle est dynamique. On peut être Juif du Maroc ou Sénégalais peul, lorsqu'on vit en France et qu'on finit par aimer ce pays, on devient français. La culture est le contraire absolu de l'essence. L'histoire culturelle, c'est l'histoire des mentalités, des croyances, de la mythologie, des valeurs d'une société qui permet de comprendre l'imaginaire des hommes d'un temps donné. Cette histoire n'est pas fixe. Il suffit pour s'en convaincre de réfléchir à la conception de l'enfant dans la culture occidentale, à l'image qu'on s'en faisait au Moyen-Age, au XVIIIe siècle, au XXe siècle. Il s'agit là d'un processus dynamique, rien d'un fixisme.

Est-ce faire du racisme que constater dans la culture musulmane, le Coran et les hadiths sont présents des éléments qui rendent impossible la coexistence sur un pied d'égalité avec les non musulmans. Je ne parle pas de la tolérance du dhimmi. Je parle d'égalité et de culture du compromis et de la négociation.

Mais si la culture est le contraire de la race, pourquoi une telle frilosité à faire de l'histoire culturelle, une telle peur de nommer les problèmes culturels par leurs noms? Dans un domaine moins polémique, pourquoi certains ont-ils encore peur de dire que le nazisme est un enfant de l'Allemagne et pas seulement de l'Europe? Qu'il y a dans le nazisme des éléments qui n'appartiennent qu'à la culture allemande traditionnelle depuis Luther et même bien avant. Les grands germanistes français du XX^e siècle le savaient, depuis Edmond Vermeil jusqu'à Rita Thalmann et plus près de nous Edouard Husson. Est-ce faire du racisme anti-allemand que le dire? Est-ce faire du racisme que constater dans la culture musulmane, le Coran et les hadiths sont présents des éléments qui rendent impossible la coexistence sur un pied d'égalité avec les non musulmans. Je ne parle pas de la tolérance du dhimmi. Je parle d'égalité et de culture du compromis et de la négociation. Travaillant plusieurs années sur l'histoire des juifs dans le monde arabe aux XIXe et au XXe siècle (pour juifs en pays arabes. *Le grand déracinement*, 1850-1975, Tallandier, 2012), j'avais constaté l'existence d'une culture arabo-musulmane, du Maroc à l'Irak, entachée d'un puissant antijudaïsme, et ce bien avant le sionisme et la question d'Israël et de la Palestine. Il existe en effet, et de longue date, une culture arabo-musulmane anti-juive, souvent exacerbée par la colonisation (mais qui n'en fut toutefois jamais à l'origine). Il fallait faire de l'histoire culturelle pour comprendre comment, pourquoi et quand la minorité juive qui s'était progressivement émancipée grâce à l'école, s'était heurtée à une majorité arabo-musulmane aux yeux de laquelle l'émancipation des juifs était inconcevable et irrecevable. Il n'était question alors ni de sionisme, ni d'Israël ni de Gaza. Et encore moins de «territoires occupés» qui, pour les ignorants et les naïfs, constituent le cœur du problème actuel. Ce conflit entre une majorité qui ne supporte pas que le dominé de toujours s'émancipe, et le dominé de toujours qui ne supporte plus la domination d'autrefois, se traduit par un divorce, et donc un départ. Il s'agit là d'histoire culturelle. Où est le racisme? **Lire la suite [ici](#)**

Georges Bensoussan : «Nous assistons à l'émergence de deux peuples» (2/2)

- **FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN** - Georges Bensoussan évoque la montée en puissance de l'antisémitisme et du racisme anti-blanc dans les banlieues. L'auteur des

Territoires perdus de la République analyse les nouvelles fractures françaises. *Georges Bensoussan est historien, spécialiste d'histoire culturelle de l'Europe des XIXe et XXe siècles, et en particulier des mondes juifs. Il a dirigé l'ouvrage Les Territoires perdus de la République (Mille et une nuits, 2002) rassemblant les témoignages d'enseignants et chefs d'établissements scolaires.*

Dans *Les territoires perdus de la République*, vous évoquiez pour la première fois l'antisémitisme des banlieues. En quoi se distingue-t-il de l'antisémitisme traditionnel?

L'antisémitisme traditionnel en France est originellement marqué par l'Eglise, l'extrême droite et le nationalisme: c'est l'antisémitisme de l'affaire Dreyfus qui connaît son acmé sous Vichy. L'antisémitisme nouveau est un antisémitisme d'importation. Il est lié à la fois à la culture traditionnelle des pays magrébins, à l'islam et au contexte colonial. En Algérie, le décret Crémieux qui permit aux juifs de devenir Français dès 1870 attise la jalousie des musulmans. En Tunisie et au Maroc, les juifs n'étaient pas français mais leur émancipation par le biais de l'école leur a donné une large avance sur le plan scolaire et social sur la majorité musulmane. Cela s'est terminé par le départ de la minorité juive. Cet antisémitisme-là s'est transposé sur notre territoire par le truchement de l'immigration familiale (c'est cela qui a été importé et pas le conflit israélo-palestinien comme le répètent les médias). Un antisémitisme qui préexistait toutefois auparavant (mais en mode mineur) comme le rappellent les affrontements survenus à Belleville en juin 1967 ou le Mouvement des Travailleurs arabes au début des années 1970.

Paradoxalement, cet antisémitisme ne s'est pas dilué, mais enkysté. C'est dans les familles qu'il se transmet et s'apprend. Arrivé à l'école, l'affaire est déjà jouée. Nouveau par les formes et l'origine, il épouse parfois le vocabulaire de l'antisémitisme traditionnel. Par exemple, le mot «youpin», qui avait tendance à disparaître en France, est réutilisé dans des milieux de banlieues qui ne le connaissaient pas. Bref, les différentes branches de l'antisémitisme sont en train de se conjuguer. L'extrême droite traditionnelle qui connaît un renouveau, une certaine ultra gauche qui par le biais de l'antisionisme a parfois du mal à maquiller son antisémitisme (l'enquête Fondapol d'octobre 2014 menée par Dominique Reynié était édifiante à cet égard). On a oublié que l'antisémitisme plongeait de longues racines à gauche, depuis Proudhon jusqu'aux propos de Benoît Frachon en juin 1967, secrétaire général de la CGT. Mais la branche la plus massive, et de loin, est la branche arabo-islamiste. Celle-là seule passe aux actes, elle insulte, frappe et tue. Elle n'est d'ailleurs pas seulement arabo-islamiste car elle déborde aujourd'hui dans les banlieues. Nombre de jeunes qui ne sont pas issus de l'immigration arabo-musulmane adoptent pourtant le code culturel de l'antisémitisme, lequel est devenu un code d'intégration dans les cités. Ainsi, ici, l'intégration à la France se fait-elle à rebours, en chassant la part juive de la société française. Adopter ces clichés et ce langage c'est se donner plus de chances d'être intégré dans l'économie sociale des banlieues. Et pour parler comme la banlieue, il faut parler «anti-feuj».

Certains vont jusqu'à comparer les sort des musulmans aujourd'hui à celui des juifs hier. La sacralisation de la Shoah nous empêche-t-elle de comprendre le présent?

En tant qu'historien, je suis frappé par la stupidité d'une telle comparaison. Je n'ai pas souvenir dans l'histoire des années 30 d'avoir entendu parler de l'équivalent juif de

Mohammed Merah, de Mehdi Nemmouche ou des frères Kouachi se mettant à attaquer des écoles françaises, des boutiques ou des Eglises. Assistait-on dans les années 1930 à un repli communautaire des juifs? Tout au contraire, s'agissait-il d'une course éperdue vers l'intégration et l'assimilation. Les juifs cherchaient à se faire le plus petit possible. Ils étaient 330 000, dont 150 000 juifs étrangers qui vivaient dans la crainte d'être expulsés. Beaucoup étaient des réfugiés de la misère, d'autres fuyaient le nazisme et les violences antisémites d'Europe orientale. Aujourd'hui, place Beauvau, on estime la minorité musulmane entre six et dix millions de personnes. Ils n'ont pas été chassés par un régime qui veut les exterminer mais sont venus ici, dans l'immense majorité des cas, pour trouver des conditions de vie meilleures. Les situations sont incomparables, ne serait-ce qu'au regard des effectifs concernés: en Europe, aujourd'hui, un musulman sur quatre vit en France. Cette question est toutefois intéressante à un autre titre: pourquoi une partie de la population française d'origine maghrébine est-elle habitée par un mimétisme juif, une obsession juive, voire une jalousie sociale comme si l'histoire du Maghreb colonial se perpétuait ici? L'histoire de la Shoah est-elle en cause? Elle n'a pas été surestimée, il s'agit bien de la plus profonde coupure anthropologique du siècle passé, et elle dépasse de loin la seule question antisémite. En réalité, c'est la trivialisation de cette tragédie historique qui a produit des effets pervers. Car la Shoah, elle, au-delà de toutes les instrumentalisation, reste une question d'histoire cardinale qui interroge politiquement toutes les sociétés. Qu'est-ce qu'un génocide? Comment en est-on arrivé-là? Pourquoi l'Allemagne? Pourquoi l'Europe? Pourquoi les juifs? Comment une idéologie meurtrière se met-elle en place? Comment des hommes ordinaires, bons pères de famille, deviennent-ils parfois des assassins en groupe? Cette césure historique, matrice d'un questionnement sans fin, a été rabaissée à un catéchisme moralisateur («Plus jamais ça») et à une avalanche assez niaiseuse de bons sentiments qui, pédagogiquement, ne sont d'aucune utilité. Et qui fait que nous passons parfois à côté des mécanismes politiques qui régulent des sociétés de masse d'autant plus dangereuses qu'anonymes. Le discours de la repentance a pu stériliser la pensée et frapper de silence des questions jugées iconoclastes. Comme les questions d'histoire culturelle évoquées tout à l'heure. Comme si invoquer le facteur culturel à propos de minorités dont l'intégration est en panne serait emprunter le «chemin d'Auschwitz». Cet affadissement a paralysé la réflexion politique, enté sur la conviction erronée que les situations se reproduisent à l'identique. Or, si les mécanismes sont les mêmes, les situations ne le sont jamais. Le travail de l'historien illustre sans fin le mot d'Héraclite: «On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve...»

Le discours de la repentance a pu stériliser la pensée et frapper de silence des questions jugées iconoclastes.

De même, les lois mémorielles ont-elles entraîné la concurrence victimaire?

Sur le plan juridique, la loi Gayssot n'est pas une mauvaise réponse car il n'y a pas débat en effet sur le fait que Auschwitz ait existé, de même qu'il n'y a pas débat sur le fait que la bataille de Verdun ait eu lieu. La loi mémorielle désencombre les prétoires. Elle permet d'éviter des procès de plusieurs années mobilisant inutilement les historiens. Et de voir aussi plus clairement que le négationnisme est une variante de l'antisémitisme.

Mais ces lois ont des effets pervers. Dans des sociétés de masse animées par la passion de l'égalité, toute différence, est perçue comme une injustice. La Shoah étant perçue comme le summum de la souffrance, le peuple juif aux yeux de certains est devenu le «peuple élu de la souffrance». De là une concurrence des mémoires alimentée plus encore par un cadre de références où la victime prend le pas sur le citoyen. Comme s'il fallait avoir été victime d'une tragédie historique pour être reconnu. Second élément de la dérive, la transgression qui permet d'échapper à l'anonymat. Et dans une société qui a fait de la Shoah (contre les historiens) une «religion civile», la meilleure façon de transgresser est de s'en prendre à cette mémoire soit dans le franc négationnisme hier, soit dans la bêtise de masse (qui se veut dérision) type Dieudonné aujourd'hui. Sur ce plan, tous les éléments sont réunis pour favoriser la transgression qui canalise les frustrations innombrables d'un temps marqué au sceau du «désenchantement du monde». C'est d'ailleurs pourquoi on a tort de réagir à chacune des provocations relatives à la Shoah. C'est précisément ce qu'attend le provocateur, notre indignation est sa jouissance.

Que vous inspire la polémique autour de la plage de Tel-Aviv sur Seine?

Cela met en lumière les fractures que nous évoquions. Pour une journée de jumelage avec Tel-Aviv, il a fallu déployer 500 CRS. L'ampleur de la polémique me paraît disproportionnée. Israël n'est pas un Etat fasciste et le conflit avec les Palestiniens est de basse intensité. Il y a pratiquement tous les jours entre cinquante et cent morts par attentats dans le monde arabo-musulman dans l'indifférence générale. La guerre civile en Syrie a fait à ce jour, et en quatre ans, 240 000 morts. Le conflit israélo-palestinien en aurait fait 90 000 depuis 1948. La disproportion est frappante. Peu importe que des Arabes tuent d'autres Arabes. Tout le monde s'en moque. Les juifs seuls donnent du prix à ces morts. Dès qu'ils sont de la partie, on descend dans la rue. Cette passion débordante, disproportionnée, n'interroge pas le conflit. Elle interroge ce que devient la société française. Les menaces sur Tel Aviv sur scène sont venues des mêmes milieux qui ont laissé faire les violences de Barbès en juillet 2014, la tentative d'assaut contre la synagogue de la rue de la Roquette à Paris et une semaine plus tard contre celle de Sarcelles. Bref, je le redis, ce n'est pas le conflit qui a été importé, c'est l'antisémitisme du Maghreb. Les cris de haine d'aujourd'hui sont l'habillage nouveau d'une animosité ancienne.

A la sortie du livre, vous aviez beaucoup insisté sur cet antisémitisme des banlieues. Avec le recul, regrettez-vous de ne pas avoir davantage évoqué le sort des classes populaires, victimes du racisme anti-blanc?

Absolument. Nous n'avions pas vu alors cette réalité émerger. Un certain nombre d'études sociologiques comme celle de Christophe Guilluy sur les fractures françaises, celle de Laurent Bouvet sur l'insécurité culturelle ou celle d'Hugues Lagrange sur le déni des cultures n'étaient pas parus. Les territoires perdus de la République ne sont pas un livre de sociologie, juste le fruit d'un travail de terrain empirique. Nous n'avons jamais prétendu faire un panorama. De surcroît, en 2002, le phénomène ne faisait que débiter. Et nombre de professeurs qui avaient participé à la rédaction étaient eux-mêmes tétanisés à l'idée d'évoquer un racisme anti-blanc ou anti-Français. Cette réalité est aujourd'hui bien connue. A la lecture de Christophe Guilluy, on comprend d'ailleurs qu'il n'y a pas deux France, mais

trois. La France périphérique méprisée par les élites, qui souffre et est tenue de se taire. Elle constitue le gros du vivier FN. La France des biens nés, intégrée socialement, plus aisée et qui regarde avec condescendance la France populaire qui «pense mal». Enfin, une troisième France, tout aussi en souffrance que la première, en voie de désintégration sous l'effet de la relégation géographique, sociale, scolaire, et dont une frange se radicalise. Mais l'erreur, ici, serait de lier la poussée islamiste à la seule déshérence sociale: dès lors que des jeunes intégrés, et diplômés basculent vers la radicalité islamiste, on comprend que le facteur culturel a été longtemps sous-estimé.

Dans ces conditions, doit-on continuer à mettre sur le même plan la menace FN et celle de l'islamisme et de l'antisémitisme des banlieues?

A force de nier le réel, on a fait le lit du FN. Les millions de Français qui sont aujourd'hui sympathisants du Front national n'ont pas le profil de fascistes. Beaucoup d'entre eux votaient jadis à gauche, et le FN authentiquement parti d'extrême droite, est aussi aujourd'hui le premier parti ouvrier de France. Comment en est-on arrivé-là? Quelle responsabilité ont les classes dominantes dans ce naufrage et, notamment la classe intellectuelle? Voilà les questions qui importent vraiment. En revanche, la question rhétorique du «plus grand danger», FN ou islamisme, vise à nous faire taire. Avec à la clé ce chantage: «A dénoncer la poussée de l'islamisme, du communautarisme, la désintégration d'une partie de l'immigration de masse, vous faites le jeu du Front national!». Tenter de répondre à la question ainsi formulée, c'est tomber dans ce piège rhétorique. Il faudrait, au contraire, retourner cette question à ceux qui la posent: n'avez-vous pas fait le jeu du FN en invalidant la parole d'une partie du peuple français, en le qualifiant de «franchouillard», de raciste, de fasciste? Et en sous estimant le sentiment d'abandon et de mépris vécu par ces dominés de toujours?